La Gazette
DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

Une édition spéciale
Journées Nationales du DSU
à Lyon

LA GAZETTE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN, UNE REVUE SPÉCIALISÉE
DÉDIÉE À LA PROMOTION ET AU PARTAGE DE BONNES PRATIQUES

Cette édition spéciale, richement documentée, n'est pas à vendre

Villeurbanne, plus de 20 ans de lutte contre toutes les discriminations

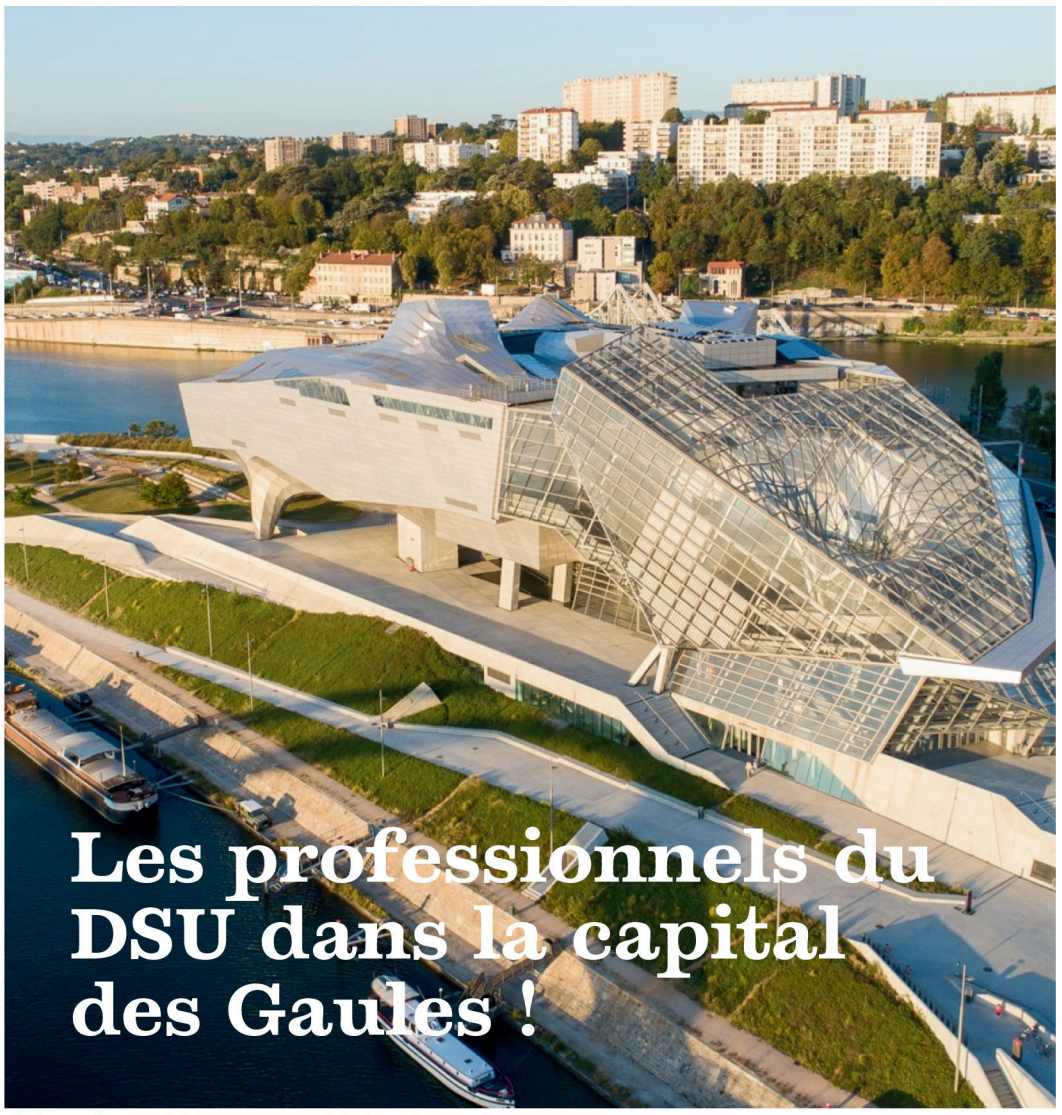
P.7

Des programmes innovants de formation, de mentorat et d'accompagnement voient le jour, permettant ainsi de réduire les inégalités sur le marché du travail.

L'observation : faire vivre la DATA

P.15

Une transformation urbaine significative se déploie dans les quartiers populaires de France, améliorant ainsi le cadre de vie des résidents. Des projets de réaménagement, tels que l'embellissement des espaces publics, la création de zones vertes et l'amélioration des infrastructures, contribuent à créer des environnements plus attractifs et harmonieux.



Photographe : vwalakte, Famous aerial view of Lyon city, France

DOSSIER

Les marcheurs pour l'égalité

P.9



Photo : Pierre TROVEL - Mémoires d'Humanité / Archives départementale de la Seine-Saint-Denis



Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 1

Quartiers fertiles - Pour une marche des possibles !

A l'issue de deux jours de travail, on en revient à se poser la question de la réelle égalité et de l'utilité de la politique de la ville. Dans un contexte national tendu (élections européennes et législatives), les français se divisent, encouragés par des dirigeants politiques et des médias de plus en plus clivants. L'égalité des citoyens et le vivre ensemble sont-ils encore possibles ? OUI ! Exemple concret avec le quartier de Lyon la Duchère : fruit d'un projet de territoire intégré avec des professionnels engagés depuis 20 ans et ayant une attention particulière portée à la place et la parole des habitants. La Duchère nous a semblé être un quartier apaisé où le bien vivre ensemble est flagrant et auquel contribuent l'ensemble des communautés : La Duchère, première étape d'une nouvelle marche des possibles !



La halle agriculturelle où se tient le marché hebdomadaire animé par l'association VRAC



Nouveau type d'habitat centré sur la qualité environnementale

La duchère : du plateau agricole à la cité fertile

Inscrit depuis plus de 40 ans dans les dispositifs politique de la ville, La duchère, quartier emblématique des monts lyonnais, vient de passer une nouvelle étape dans sa démarche d'urbanisme durable. Ecoquartier labellisé depuis 2018, la cité de l'est lyonnais a été sélectionnée par l'ANRU dans le cadre de l'appel à projet "cités fertiles". Déclinée sous la forme d'un tiers lieu, la halle "Agriculturelle" (dont la structure est issue de matériaux de réemploi), propose depuis 2023 une programmation autour de l'agriculture urbaine et l'alimentation saine, associée à de l'événementiel.

Principalement animée par l'association VRAC, en partenariat avec le Centre social Duchère Plateau et Arc-en-ciel France, elle propose un marché hebdomadaire bio et en circuit-court, accessible à tous (tarification solidaire). Parallèlement, une micro-ferme de 600m² accompagne des groupes de jeunes dans leur parcours d'insertion. Ce site est devenu, en un an, un nouveau lieu de centralité. A l'instar des espaces publics aménagés dans le cadre du premier programme de renouvellement urbain, une attention particulière a été portée à la question du genre, de l'intergénérationalité et d'une participation renforcée des habitants dès la conception.

De la Duchère à la Sauvegarde, un projet de quartier qui challenge nos pratiques professionnelles.

En partant pour la Duchère, nous nous attendions à visiter un site emblématique de la politique de la ville sur le territoire lyonnais et nous n'avons pas été déçus !

Ce terreau d'expérimentation de plus de 20 ans de développement social urbain a produit un quartier apaisé, agréable, accessible. D'abord parce que nous sommes arrivés en 30 minutes au cœur du quartier grâce à un haut niveau de transports en commun, métro et bus, qui irrigue tout le quartier et qui connecte parfaitement bien le plateau au centre de Lyon. Nous avons été subjugués par le groupe scolaire en cœur de forêt, la qualité des équipements et du mobilier des espaces publics : aires de jeux, tables de pique-nique, toilettes publics, corbeilles à papier. Tout cela dans un objectif de mixité, de partage, d'attractivité. Nous avons adoré la qualité paysagère du site qui a été amplifiée, un habitat intégré dans la topographie du site pour créer des points de vue, favoriser la déambulation et la convivialité. Dans le quartier de la Sauvegarde, le nouveau projet souhaite prolonger la philosophie de celui du plateau en maintenant les familles sur le site. Il met au cœur de ses enjeux l'alimentation avec la halle "agriculturelle", projet expérimental croisant les défis de la santé, la culture et l'agriculture. Véritable lieu de mixité, il traduit bien l'ADN de la Duchère : interculturel, intergénérationnel... et cela nous a fait du bien dans le contexte actuel et nous donne un élan d'optimisme pour le futur !

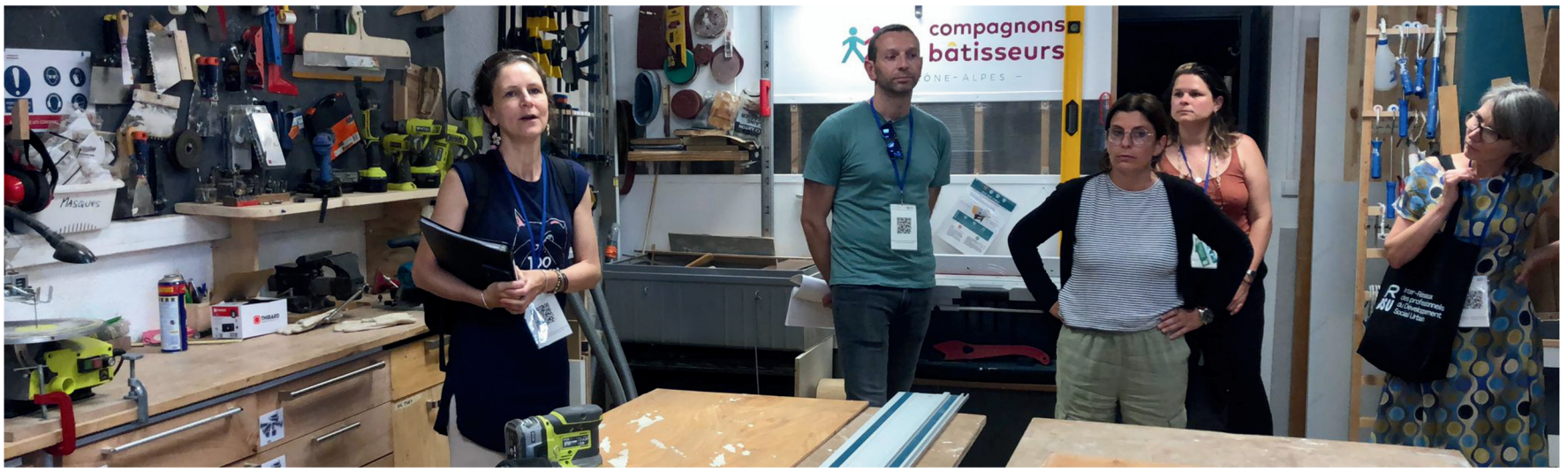
Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 2

Le quartier de la Saulaie, le soleil de la politique de la ville

Notre regard de professionnel tombe subitement sur un endroit végétalisé, aéré, avec des promenades pour les piétons et même des aménagements de places qui vont supprimer des parkings. Un grand projet urbain calculé au millimètre pour conserver les arbres ! Perdre ses repères au point de ne plus savoir si on est en quartier prioritaire, “en QPV” comme on dit ou “hors QPV”, grâce à cette mobilisation du droit commun qui porte la politique de la ville et non l’inverse, à la qualité des matériaux utilisés, des équipes intégrées entre la métropole et les communes. On tombe sur quelque chose qui fonctionne, on se dit “merde, ça respire”, c’est porté politiquement et de façon durable en plus.

Les exemples de sites visités montrent une fluidité de relations institutions - associations avec, en plus, une place pour les étudiant.es et une approche sensible de la ville qui est au top au regard du fameux indice de la SENCITE. Toutefois, nous avons beaucoup parlé de projets urbains et moins de l’humain. Avec la diversité de nos regards critiques, posons nous la question suivante : quand ça fonctionne si bien, on se dit : le soleil brille-t-il toujours ?



La bricothèque portée par les compagnons bâtisseurs

Des projets urbains où se projeter : récit d’une balade humaine au cœur du quartier de la Saulaie.
De l’enclavement à l’inclusion humano-urbaine : La Métropole de Lyon, Oullins-Pierre-Bénite et La Mulatière portent un projet de réaménagement urbain ambitieux, qui se construit autour de la reconversion d’anciens terrains SNCF sur le quartier de la Saulaie. Il vise à améliorer la qualité du bâti et à renforcer les continuités urbaines grâce à des promenades et des ponts à mobilités actives qui desservent des secteurs difficilement accessibles aujourd’hui. Ce projet se construit autour de dynamiques déjà existantes, qui œuvrent pour le lien social, le pouvoir d’agir et l’engagement des habitants. En parallèle les espaces publics se veulent arborés, confortables, inclusifs et nombreux.

Une Maison du Projet entre médiation institutionnelle et services publics de proximité.
Elise GARDAINE-JAO, Directrice de projet Politique de la Ville, nous accueille au sein de la Maison du Projet de la Saulaie. Ce lieu héberge le service politique de la ville et offre des permanences dans différents domaines (emploi, création d’activité, numérique, jeunesse, etc.).
Reconnaitre, comprendre et se projeter : plus de 1000 médiations autour du projet urbain ont été comptabilisées.

Il est possible d’utiliser des outils intuitifs et ludiques afin d’expliquer le projet à venir grâce au passé comme vecteur commun.
Reconnaitre c’est d’abord être présent·e : ce lieu accueille des partenaires qui souhaitent aller au plus près de publics éloignés des institutions pour que chacun·e puisse jouir de ses droits : accès et formation au numérique, accès au logement, emploi, insertion, développement économique, conseil sur les mobilités.

Un territoire déjà solidaire : démocratisation des droits et pouvoir d’agir.
Du “faitout” à “la Cité” en passant par la bricothèque. Le premier arrêt de notre balade nous amène au Faitout, lieu dédié à l’hospitalité et la justice alimentaire. Les associations Bellebouffe et Signa Lyon portent ce projet collectif dans un bâtiment de la SNCF de 750 m². On y bénéficie de menus à 13€. Les repas sont végétariens et issus de l’agriculture biologique dans le cadre de circuits courts. Ressources mutualisées. Ce lieu accueille 10 associations (loyers à prix coutant) et propose des espaces pour des activités socio-culturelles.



La fresque collaborative réalisée par Mikko Umi orne la palissade

Nous longeons ensuite l'Yzeron puis admirons la belle façade rouge de "la Cité". Cette collocation à projets solidaires d'une dizaine de logements, portée par le bailleur Alliade Habitat, peut accueillir une soixantaine de personnes. Contre un loyer de 250 € mensuels, les locataires s'engagent à offrir de leur temps au profit des associations du quartier ou de la ville. L'association des Compagnons Bâtisseurs, en lien avec les bailleurs et travailleur.euses sociaux et sociales, accompagne les familles dans l'amélioration de leur logement. L'association Notre Dame des sans-abris œuvre pour le Droit au logement. Une occupation transitoire avec une dizaine de Tiny house accueille des femmes, avec enfants, en situation précaire. Un Territoire déjà vivant.
Notre déambulation nous transporte en cœur de quartier, que ce soit dans des cadres formels ou informels, une vie sociale et culturelle propose des belvédères sur des ponts entre l'individuel et le commun (fresques murales, square réhabilité, école, annexe du Théâtre le Bac à Traille, et différents espaces publics). Le reste de la friche accueille deux fois par an des moutons qui se régalent de cette belle prairie urbaine, tout en entretenant le terrain.

"Une systémie territoriale exemplaire ?"

Nous pouvons faire l'hypothèse que les "désharmonies" des gouvernances institutionnelles et politiques que peuvent connaitre certains territoires impactent d'une façon systémique l'ensemble des relations d'un écosystème souvent fortement incité à collaborer pour cette cohérence territoriale. Cette "injonction paradoxale" qui pèse parfois sur les acteurs de la politique la ville et sur les habitants peut se résumer par une formule simple "collaborez, impliquez-vous et faites ce que ne voulons pas faire".
Ce n'est pas le sentiment vécu suite à la visite du quartier de la Saulaie et de ses projets urbains ambitieux. La simplicité, la fluidité et la cohérence territoriale qui émanent de ce territoire laisse supposer un engagement et un portage politique cohérent et volontariste mobilisant les réponses de droit commun et inscrit dans une temporalité qui dépasse les clivages politiques, idéologiques et institutionnels.
Cette facilité apparente laisse cependant supposer une mécanique technique complexe et bien orchestrée entre la ville et la Métropole avec une volonté commune de construire un cadre de vie de qualité permettant l'épanouissement des initiatives associatives et partenariales.

Les gouvernances institutionnelles et politiques des contrats de ville n'ont pas simplement les missions de piloter et d'évaluer un "simple dispositif".
Celle-ci se doivent d'établir de réelles collaborations durables pour un intérêt commun au service des habitants, permettant de poser les bases indispensables à une animation territoriale bienveillante et collaborative. Mais cela ouvre une nouvelle question :

Une fois cet équilibre et cette stabilité partenariale atteints, quelle place pour l'innovation sociale... ?



Immeubles HBM de "type Mangini", rue Pierre Sémard



Le "Bac à Traille", annexe du Théâtre de la Renaissance

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales



Conférence du Collectif Rosa Bonheur

Le chercheur Yoann MIOT capte l'attention de l'assemblée dès le début de la conférence.

Il représente le collectif Rosa Bonheur, collectif de cinq sociologues de l'Université de Lille et un géographe et urbaniste de l'Université Paris-Est Marne-la Vallée : Anne BORY, José-Angel CALDERON, Yoan MIOT, Blandine MORTAIN, Juliette VERDIERE et Cécile VIGNAL. Ce collectif fait suite à une enquête anthropologique menée de 2011 à 2015 à Roubaix, ville de l'agglomération lilloise fortement touchée par la désindustrialisation. En plus de déambulations dans l'espace public, de participations à différentes manifestations et d'entretiens réalisés avec des porteurs de parole, l'équipe a choisi deux terrains de recherche pour comprendre comment vivent les habitants des quartiers populaires : des ateliers organisés par les centres sociaux de Roubaix et destinés aux femmes et la mécanique automobile et le négoce de véhicules d'occasion.

Roubaix est un archétype de ville populaire : la part des employés ouvriers est de 63,9% contre 51,7% pour la France entière, le taux de chômage est de 31,5% (10% en France) et le taux de pauvreté est de 31,8% contre 16% en France (chiffres de 2011 - 2013 / date de début de l'étude).

Le travail des chercheurs se retrouve dans un ouvrage appelé "La ville vue d'en bas, travail et production de l'espace populaire" que Yoan MIOT présente lors de ces Journées Nationales. Les objectifs scientifiques sont multiples : regarder de près ce que font les gens "dont on dit qu'ils ne font rien", afin de rendre compte d'un quotidien populaire vu d'en bas / renverser le regard sur les classes populaires aux marges du marché du travail / Mettre en perspective une double approche théorique liant le travail et l'espace qui peut être résumé comme ceci : ce que le territoire fait au travail et ce que le travail fait au territoire.

La méthode de recherche est principalement basée sur une enquête ethnographique entre 2011-2015 comptant les deux phases décrites dans l'édito. La seconde a multiplié les terrains d'enquête. Rencontrer des mères de familles "inactives" (rencontrées dans des centres sociaux), des mécaniciens de rue et des garagistes installés, des propriétaires qui auto-réhabilitent leur logement, des coiffeuses (à domicile et en commerce), d'anciens salariés du textile.

Toutes ces rencontres s'organisent avec un travail de sociologie basé sur l'éthnographie de plain-pied, l'imprégnation de la vie sociale, les observations déambulatoires, des discussions et rencontres plus ou moins fortuites afin d'établir des liens problématiques entre transformations globales et expressions locales. 269 personnes ont été rencontrées dont 194 personnes de milieux populaires dont des classes populaires "d'en bas", parfois stables ou aux marges du marché du travail, en charge de famille.

Que font les gens "dont on dit qu'ils ne font rien" ? Les chercheurs rendent compte de plusieurs aspects de la vie des catégories populaires précarisées de la ville avec une description fine des modes de vie et d'action des catégories populaires : la question du travail de subsistance. Le concept de travail de subsistance, de quoi parle-t-on ? Cela représente l'ensemble des activités qui concourent à la vie quotidienne, dans un contexte de pauvreté, orientent le quotidien à la subsistance. Les tâches multiples dépassant les frontières entre espace privé/espace public, travail formel/travail informel, travail domestique/travail productif.

La vie de roubaisiens, majoritairement d'origine maghrébine, est présentée, dans leurs épisodes d'emploi et de chômage, leurs difficultés d'insertion dans le marché du travail formel et les stratégies développées pour subsister aux marges de celui-ci. La mécanique de rue fournit à certains un travail et à d'autres la possibilité de faire réparer et entretenir leur voiture à petit budget, l'auto-réhabilitation des maisons ouvrières dégradées permet à certaines familles d'échapper aux logements insalubres, l'épluchage régulier des prospectus des grandes surfaces et l'échange d'informations entre femmes offrent des possibilités d'approvisionnement à bas coût. Toutes ces pratiques montrent comment l'inventivité, la débrouille et les relations sociales structurent à la fois la vie quotidienne des habitants et participent au modelage du paysage urbain.

Le fait d'adopter le point de vue "d'en bas" pour décrypter ce qui se passe en matière de travail et de production de la ville permet de mettre en évidence des mécanismes et processus souvent cachés. Il est ainsi possible de montrer que ces habitants (souvent classés parmi les "actifs non occupés" s'activent en fait au quotidien dans toute une série de tâches relevant du "travail de subsistance" et de la construction d'une "centralité populaire". En mobilisant des savoir-faire transmis en utilisant des liens sociaux horizontaux, les habitants des quartiers populaires de Roubaix contribuent à produire un environnement économique et un cadre de vie adaptés à leurs besoins. Ainsi, ce qui peut apparaître à première vue comme anarchique, voire dysfonctionnel, possède en fait sa propre logique et contribue à faciliter la vie des habitants.





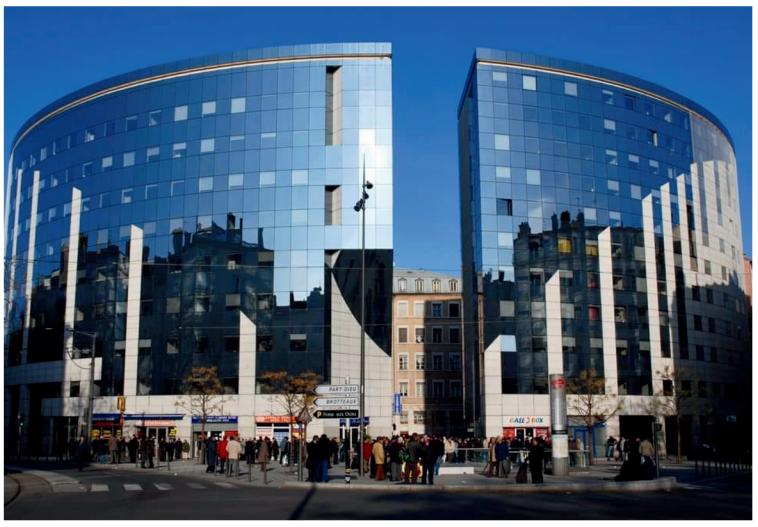
Conférence du 4 juillet matin - Cité des Halles de LYON

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 3

Exploration de la Guillotière : Où sont les femmes ?

Si l'on croise la visite du quartier de la Guillotière et la présentation de la chercheuse Alice Daquin lors de la table ronde participation, la présence des femmes dans l'espace public interroge. Contrairement aux hommes elles ne sont pas sédentaires et ne s'approprient pas l'espace public. Elles appréhendent l'espace public de manière utilitaire (travail, sortie d'école, parc - aires de jeux, courses).
Les femmes utilisent bien souvent l'espace public dans leur fonction de mères. De la même manière dans les quartiers, les femmes que l'on nomme "mères" qui s'investissent sont dans la recherche d'un objectif d'amélioration du cadre de vie (dans sa globalité) de manière prioritaire pour leurs enfants. Cela questionne le statut de femme en dehors du statut de mère. "J'en ai marre d'être nue, d'être nulle et non avenue. Pourquoi aucune femme dans le nom de mes rues" Paroles de Petite poissone.



Visite du quartier du centre-ville de LYON Guillotière - Gabriel péri

Situé dans l'hypercentre, le quartier prioritaire Moncey étendu au secteur de La Guillotière est un quartier multiculturel en gentrification, historique dans sa tradition d'accueil migratoire, à forte valeur patrimoniale. C'est historiquement un quartier "porte d'entrée" très commerçant. Suite au confinement la situation du quartier se dégrade : des problématiques de sécurité et de dégradation de l'espace public entrainent des rixes, des vols, des marchés à la sauvette et créent une stratégie d'évitement du secteur ainsi qu'un fort sentiment d'abandon de la part des habitants et des commerçants.
Très médiatisées, ces problématiques font l'objet d'une récupération et instrumentalisation politique au niveau national, notamment de l'extrême-droite. En réponse, le maire de Lyon, Grégory Doucet, fait de la transformation du quartier une priorité de son nouveau mandat.

En 2021, le lancement d'une grande concertation (9 ateliers réunissant associations, riverains, usagers et commerçants) abouti à la naissance d'un projet global de transformation du quartier Péri et du changement d'image, s'appuyant notamment sur un grand plan de communication. Les thématiques abordées concernent la sécurité, la redynamisation des commerces, le lien social, l'animation, la santé, l'aménagement, l'accès aux droits...
Le projet est piloté par le Maire de Lyon, en articulation avec les 2 mairies d'arrondissement (3e et 7e). La mission Péri se rattache directement au Maire et au DGS. Des réunions hebdomadaires entre les cabinets politiques et la mission Péri sont organisées, en lien depuis 2023 avec le nouveau poste de directeur de projet Moncey-Péri-Guillotière de la Métropole de Lyon. L'équipe opérationnelle se compose de 2 postes : une directrice de projet et une agent chargée d'animation. En juin 2021, la démarche a mis en place un plan de 14 actions incluant en priorité la pacification de l'espace public en lien avec les pouvoirs de police, déployé en février 2022 (brigade de sureté territoriale composée de 32 agents). Un budget de 150 000€ par an est dédié aux actions menées sur le territoire. S'ajoute à cela, le budget de l'ingénierie et pour le soutien des acteurs locaux (notamment l'association LIGNE 37), venant abonder l'action de la politique de la ville.

Ca apporte quoi ?

Démarche qui s'applique au-delà du périmètre QPV, qui s'inspire des outils et méthodes de la politique de la ville, apportant des moyens dédiés et renforcés qui s'articulent de manière transversale. L'équipe est élargie et agit avec d'autres institutions. L'intérêt du rattachement au Maire et au DGS permet d'agir en réactivité/efficacité. Le projet Péri fait l'objet d'une démarche ambitieuse de marketing territorial : lettre d'information trimestrielle, programmation d'évènements culturels et festifs, maison des projets intégrant un espace d'exposition, permanence quotidienne, veille active, animation et soutien d'un collectif de commerçants et habitants (exemple : "La Guillotière en colère" devenu aujourd'hui "Re(a)dorons la Guillotière"). La transformation du narratif est réussie et créée un débordement de l'action positive au-delà du périmètre d'intervention, bénéficiant au territoire global. On note l'impulsion de projets phares en recherche de pérennisation- 2 exemples : -la création de l'association "Ligne 37", œuvrant pour la médiation sociale / maraudes médico-sociales, etc. ; L'organisation d'un festival annuel "cuisines du monde".



Le groupe en visite à la Maison des projets Gabriel Péri

REPORTAGE 4

Villeurbanne, plus de 20 ans de lutte contre toutes les discriminations

Aujourd'hui, la ville de Villeurbanne développe une politique municipale de prévention et de lutte contre les discriminations en visant les discriminations liées au handicap et à l'état de santé, au genre (sexe, sexualité, identité de genre), les discriminations ethno-raciales (référées aux critères d'altérisation liés à l'origine ou la culture supposée, la religion, les phénotypiques, nationaux), et plus spécifiquement les discriminations ou déni de droit touchant les exilé.es vivant à Villeurbanne dans une optique de citoyenneté de résidence. Elle travaille au projet de maison de l'égalité, des droits et de la lutte contre les discriminations.
Le racisme systémique n'est pas un concept. C'est un vécu. Quotidien, parfois, pour certaines personnes de quartiers populaires.

Pour Malika, habitante du QPV des Brosses, qui est klaxonnée tous les jours depuis quelques semaines car elle porte le voile. Pour elle encore, qui ne postule même plus à la plupart des offres d'emploi, ayant intériorisé que son CV "ne passait pas". Face à la violence sourde des discriminations indirectes, face à la haine du racisme décomplexé, que faire en tant que professionnel·les du développement social urbain ?
La tentation pourrait être la fatigue, le fatalisme : on y travaille depuis les années 1990, et pour quels résultats ?

La Ville de Villeurbanne a sa réponse : des plans d'action depuis 2002, renouvelés, régulièrement repensés, et bénéficiant d'un portage politique fort et constant.

Prenant ses racines dans une région lyonnaise ayant vu naître la politique de la ville et émerger la marche contre le racisme, la collectivité a non seulement dédié des moyens, mais aussi changé son modèle d'action publique. L'empathie, l'humilité, l'écoute active, l'attention portée à la dignité des personnes plutôt qu'à l'enfermement dans un statut de victime, la reconnaissance du vécu, sont autant de postures au cœur d'un projet de réhumanisation de l'institution publique et d'action collective plus que jamais nécessaires pour ne pas ajouter de la violence à la violence. C'est quoi pour vous une injustice ? dixit Djamila (conseillère en insertion au Centre Culturel Oecuménique de Villeurbanne) et de son collègue pour ouvrir les échanges des ateliers collectifs avec un groupe d'habitants du quartier.

La lutte contre les discriminations est Le sujet au coeur des échanges. Djamila accompagne et écoute les habitants en voulant aller plus loin que le simple constat. Villeurbanne porte depuis longtemps la lutte contre les discri comme une politique publique centrale avec la création en 2009 d'une mission rattachée au Directeur Général des Services.

Le réseau de vigilance en est une action structurante : Il fonctionne sur le principe du repérage au niveau intermédiaire et sur le terrain des discriminations dans l'accès aux droits et l'inégalité de traitement. Le réseau est constitué de professionnels de l'emploi et du logement formés très régulièrement.



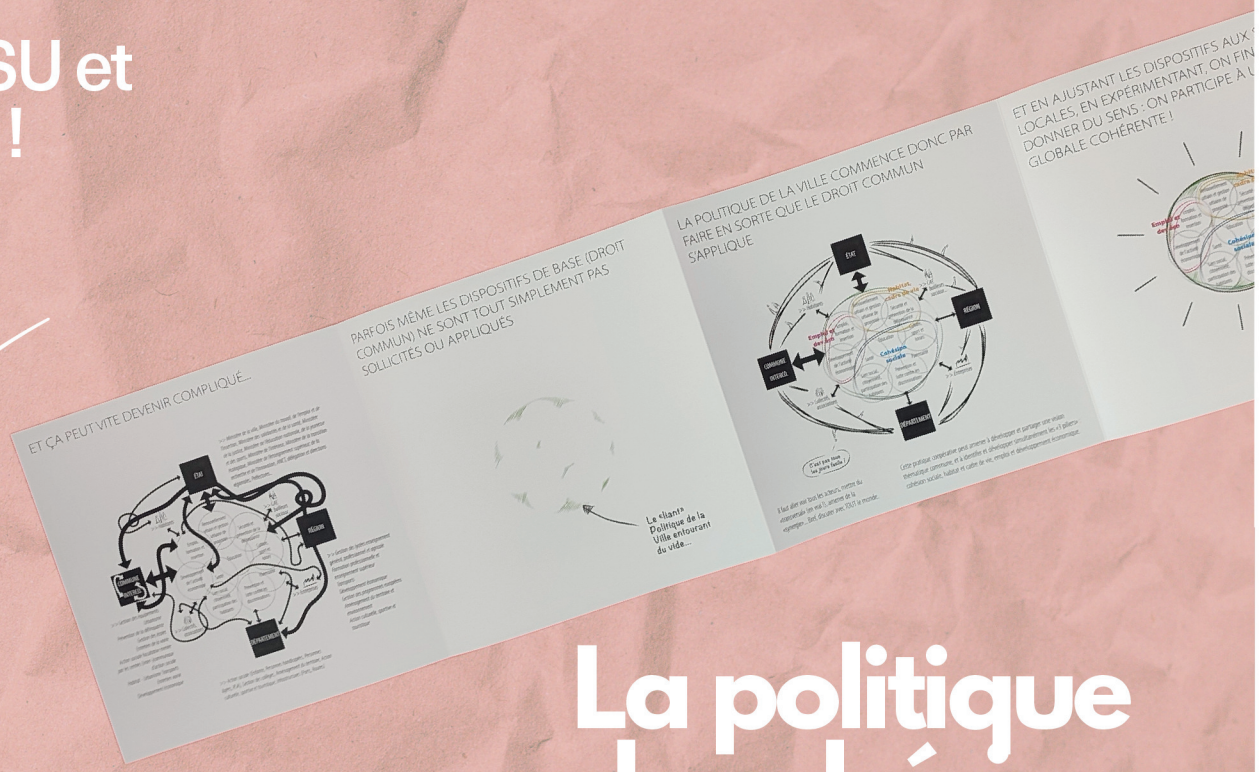
Temps d'échanges dans les locaux de la la Maison de services publics de la Soie de VILLEURBANNE

Il mobilise le droit en s'appuyant sur une avocate spécialisée et sur le délégué du défenseur des droits. "Reconnaitre les choses pour avancer, prendre en compte le vécu", tels sont les mots d'ordre de ce réseau pour venir en aide aux habitants qui subissent des discriminations.

Le projet d'égalité d'accès au loisirs en est la parfaite illustration. Des places d'offres de loisirs municipales sont réservés à des familles en grande précarité. 7 à 8 agents de la ville appellent directement ses potentiels bénéficiaires dans une logique d'aller-vers.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Adhérez à l'IRDSU et obtenez le votre !





La politique de cohésion de la ville.

Le meilleur outils pour expliquer la politique de la ville

Publicité

“ Comment l’émergence des initiatives de collectifs citoyens façonne, ou non, les politiques publiques ”



Photo : Pierre TROVEL - Mémoires d’Humanité / Archives départementale de la Seine-Saint-Denis)

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales



L'ÉDITO

Farid L'Haoua est arrivé à Marseille en 1960 dans une "cité de transit", terme lissé qui désignait les bidonvilles français. Il y vit heureux et insiste pour rappeler aux participants l'importance de la France des villes et de celle des champs. Depuis son plus jeune âge, il milite. A cette époque, au début des années 80, il existe de nombreux réseaux impliqués politiquement, plus nombreux que le format associatif, plus présent aujourd'hui. En 1983, suite à des affrontements entre des jeunes et la police suite à un drame à Vénissieux dans le quartier des Minguettes, l'association SOS Avenir Minguettes lance la Marche pour l'Egalité. Cette marche est une conjonction, un mouvement, une France qui va vers une autre France en respectant les différences. Aujourd'hui on peut dire que les droits ne sont pas les mêmes car, hélas, certains français ne sont pas vus comme cela et ne sont pas considérés. Pour M. L'Haoua, il est important de le dire car "nommer c'est exister". Il faut combattre les maux avec les mots. La politique de la ville et ses écueils, les dérives du logement social, le manque d'espaces verts dans certains quartiers, la concentration et le regroupement de communautés sont autant de marqueurs qui frappent les quartiers d'aujourd'hui.

Il est possible que la fin de la Vème République approche. Le défi de demain est d'aller à la rencontre de tous les Français, des villes et des campagnes au-delà de la politique de la ville.

Le 5 juillet 2024, au cœur de la salle du Conseil de Lyon Métropole, la table ronde se déroule en présence d'un grand témoin, Farid l'Haoua, Marcheur de la marche pour l'Egalité de 1983.
Il vient partager ses souvenirs, son point de vue sur la politique actuelle et le vivre ensemble. Ses photos personnelles sont projetées au cœur de l'hémicycle. L'assemblée se tait. Le temps est suspendu, les échanges intenses, la salle émue…
"En 1983 la situation était très conflictuelle. La guerre d'indépendance de l'Algérie était encore proche". Il est né français en Algérie et a ensuite grandi dans un bidonville à l'Est de Vienne (Isère). Adolescent, il commençait déjà à subir les discriminations, à se faire "tapisser", c'est-à-dire ficher. "Photo du côté droit, puis photo du côté gauche. Comme dans les films", se souvient-il.
Le départ s'est fait le 15 octobre dans les quartiers Sud et Nord de Marseille avec une trentaine de jeunes, dans un contexte marqué par les crimes racistes, les violences policières et la montée de l'extrême-droite. Les conflits entre les jeunes et la police secouent certaines cités.

Le portrait de Farid L'AHOUA

A 25 ans, Farid L'Haoua est membre de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés. Il décide de rejoindre la marche à Valence. "À l'époque j'avais 25 ans, j'étais un peu plus âgé que la moyenne des jeunes marcheurs, et je me suis retrouvé naturellement embarqué dans cette histoire. Mes copains de "SOS Avenir Minguettes" m'avaient demandé de rester et d'être le premier coordinateur et porte-parole".

Sur le parcours jusqu'à Paris, en marcheur infatigable, il n'a de cesse d'immortaliser ces hommes, femmes et enfants venus marcher contre les discriminations. Un témoignage précieux de ces citoyens réunis pour dénoncer les crimes racistes.



“Ces photos, à travers les portraits et la façon dont je les ai exploitées, retracent d'abord l'inquiétude, la crainte, toute la dimension humaine des marcheurs et marcheuses. Elles montrent aussi toute la joie et l'humanité des rencontres”.

Puis, le 3 décembre 1983, le militant antiraciste de 25 ans doit se précipiter dans une boutique pour acheter des pellicules photos. Devant lui, une foule immense défile et il doit absolument l’immortaliser : plus de 100 000 manifestants sont présents à l’arrivée de la Marche pour l’égalité et contre le racisme, afin d’accueillir les marcheurs qui ont traversé le pays pendant plusieurs semaines.

Il s’agit d’une histoire singulière. C’est dans le quartier des Minguettes, à Vénissieux, qu'est née cette colère. Durant l’été 1983, de violents affrontements opposent des jeunes et les forces de l'ordre. Toumi Djaïdja, jeune président de “SOS Avenir Minguettes”, est grièvement blessé par un policier. Émeutes urbaines, violences policières, cet été-là plusieurs crimes racistes défrayent la chronique. Aux Minguettes, le père Christian Delorme et le pasteur Jean Costil lancent l'idée d'une longue marche, inspirée par le combat de Martin Luther King.

> **“L’engagement est une résistance du quotidien”**

La marche partira finalement de Marseille le 15 octobre 1983, à la suite du meurtre raciste d'une enfant de 13 ans. 17 personnes, dont neuf originaires de Minguettes, sont en tête de cortège. Après un départ timide, les rangs grossissent au fur et à mesure de la progression vers Paris et les 100 000 participants à l’arrivée. Suite à cela, une délégation de marcheurs, dont Toumi Djaïdja, se retrouve face au président de la République socialiste, François Mitterrand.

Quarante plus tard, les souvenirs sont toujours à vif, réanimés à chaque attaque raciste, à chaque violence policière dans l’actualité. Aujourd’hui, devenu éducateur dans une ludothèque à Lyon et salarié de la métropole pour la protection de la petite enfance, Farid L’Haoua continue à transmettre la mémoire de ces luttes.

Malgré les promesses faites ce jour-là, le constat est encore amer quarante après, en ce qui concerne les violences policières et les discriminations sociales et raciales pour les jeunes des “quartiers populaires”. La Marche de 1983 reste la référence des mouvements non-violents en France. “Ce qui nous a reliés entre ces quartiers, c’est un destin commun. Nos parents avaient traversé des mers”, rappelle Farid L’Haoua.



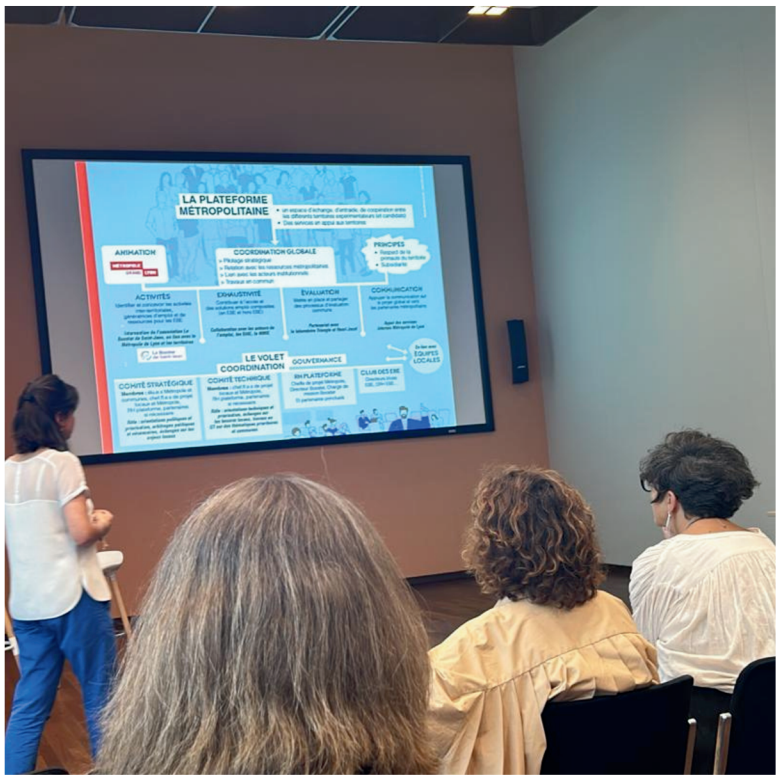
Photo : La marche pour l’égalité immortalisée par Farid L'Haoua

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 5

Emploi et insertion : Comment mieux coopérer au service des habitants ?

Les professionnel-les de l'insertion, comme ceux de la politique de la ville sont amenés à faire face à différents enjeux. Les clés de ceux-ci sont au croisement des politiques publiques et des compétences des collectivités tant locales qu'étatique. Les dispositifs et les démarches annoncées comme ensemblières s'accumulent. Sont-elles l'œuvre d'une réelle stratégie partagée en faveur du public le plus fragile ? Sont-elles lisibles pour les professionnel.les et les acteurs/actrices ? Claire VANSON, cheffe de projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD), nous éclaire quant à la démarche TZCLD portée par la Métropole de Lyon. Estella KLEIN, Directrice de territoire pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg propose de s'interroger sur les nombreux dispositifs existants par le lancement d'un groupe de travail national. Il s'agit ici de partager points de vues et expériences de la gouvernance, des stratégies insertion, en vue de proposer un avenir souhaitable répondant aux besoins territoriaux.



Présentation de Claire Vanson

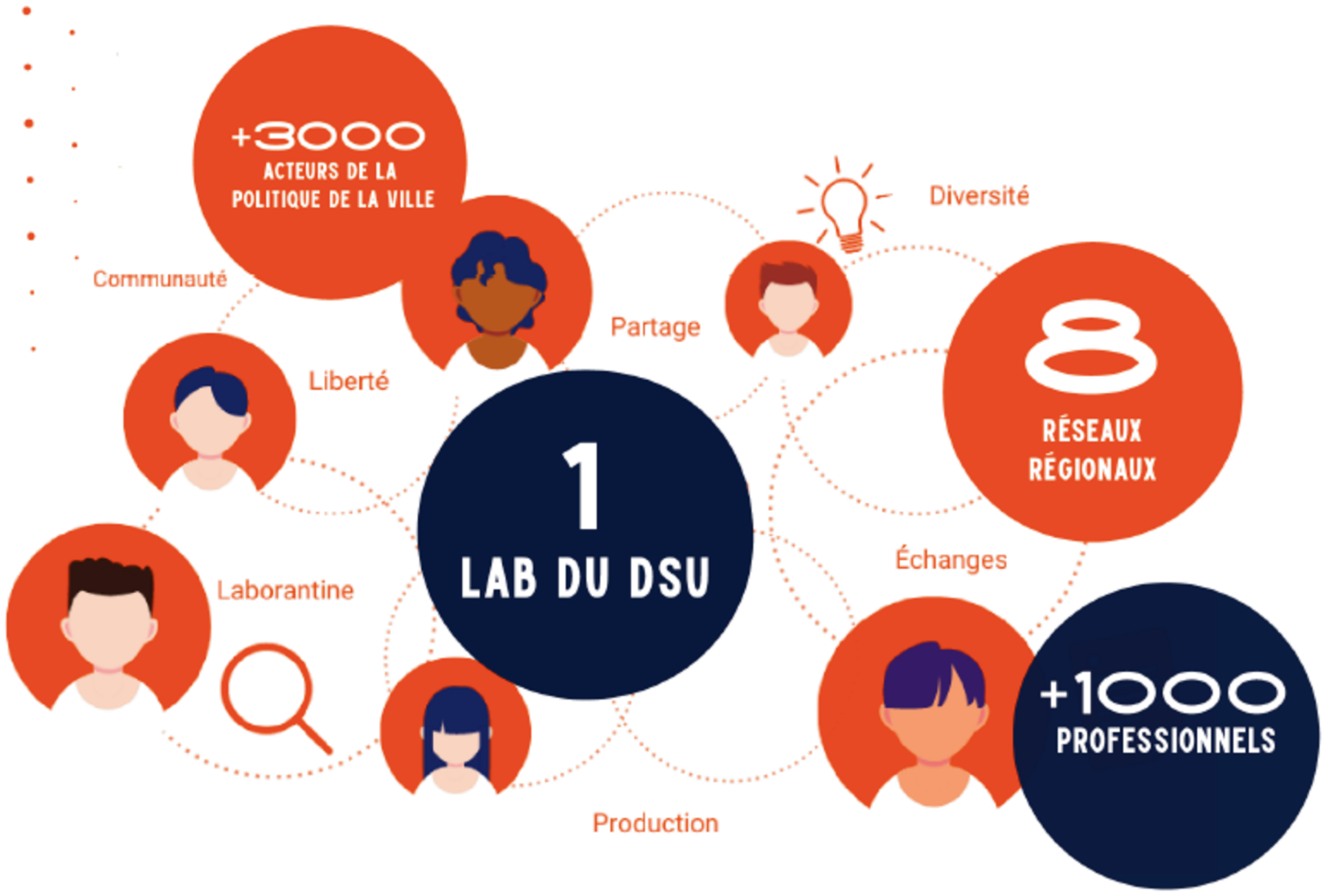
Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée : Ultime solution ou énième dispositif ? Claire Vanson, de la Métropole Grand Lyon, nous expose les TZCLD qui présente l'emploi comme un DROIT constitutionnel. Cette approche positive a permis à 200 personnes privées d'emploi d'exercer dans une des six Entreprises à But d'Emploi (EBE) du territoire. La philosophie du projet questionne l'emploi plutôt que l'employabilité et met les habitant-es au cœur du projet et du quartier, créateur d'activités utiles et non concurrentielles et partant des compétences des personnes accompagnées. Ce dispositif national n'est néanmoins pas exempt de contraintes notamment administratives. Au-delà de la lourdeur de la candidature comportant 69 critères d'éligibilité, cette démarche exige plusieurs années de réflexion et un portage politique fort. Une fois agréé, le projet nécessite une forte mobilisation collective des institutions comme des partenaires et des entreprises. De surcroît le modèle économique reste fragile, le coût de l'encadrement n'étant pas pris en compte et reste un impensé du dispositif initial. Cette démarche a permis de créer une dynamique d'échange partenarial en faveur de l'insertion des publics les plus fragiles, qu'elle atteigne ses objectifs ou non. Elle appuie dans la réflexion collective des professionnel·le·s et nous enclins à avoir une stratégie de plus grande ampleur.

Suite à la présentation de la démarche Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée, la table ronde animée a regroupé acteurs de l'insertion, acteurs de la politique de la Ville et bailleurs sociaux. Elle a permis aux pros de s'interroger sur les stratégies insertion face aux multiples dispositifs existants ; brouillant la lisibilité et parfois enfermant les démarches de retour à l'emploi. Les professionnel-les s'accordent quant à la sémantique utilisée et parfois inappropriée, comme "le frein" qui s'actionne volontairement par l'usager plutôt que "l'obstacle" qui lui empêche et reporte la responsabilité sur le chemin. Il est partagé également que l'adaptation des réponses aux besoins des publics sur les territoires tient (trop) souvent de l'engagement des professionnel-les de terrain. L'usure des professionnel-les peut ainsi avoir des conséquences fortes sur la réussite de l'accès à l'emploi des publics éloignés. Des échanges engagés ressortent des réalités locales différentes quant aux stratégies existantes en terme d'insertion mais néanmoins minoritaires. En effet, il est relevé que cette politique publique est souvent portée à travers divers dispositifs plutôt que dans le cadre d'une stratégie globale. Une meilleure lisibilité est donc nécessaire comme le développement de parcours à la carte auxquels les dispositifs pourraient être au service. Le développement de stratégies d'insertion pourrait démarrer par la mise en valeur et l'orchestration des réponses existantes et permettre aussi le déploiement de réponses adaptées et personnalisées pour les publics les plus fragiles. Néanmoins, ces stratégies doivent sortir de logiques de typologie de public pour être ambitieuses. Les contacts sont ainsi pris pour poursuivre les échanges.



La roue des probématiques et des freins

IR DSU Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain



Rejoignez nous !

La communauté des professionnels du développementsocial urbain

Publicité

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales



Création chorégraphique autour de l'exil, par les danseurs de la compagnie Kadia FARAUX - Lyon"

REPORTAGE 6

S’engager pour l’accès à la culture :

La Métropole du Grand Lyon, un modèle de coopération innovant entre la culture et la politique de la ville

La Déclaration de coopération culturelle de la Métropole du Grand Lyon représente le volet culturel intégré au contrat de Ville. C'est un véritable levier de dynamisme territorial qui impacte les signataires à plusieurs échelles et qui permet de construire un Projet Culturel de Territoire (PCT). La déclaration replace les équipements culturels et les institutions au centre de leur mission de service public et révolutionne de nouvelles modalités partenariales, des duos droit commun Culture et Politique de la Ville à toutes les strates, de l'Etat jusqu'aux communes. Un réel acte d'engagement du droit commun pour l'accessibilité à la culture des habitants des quartiers.

Arrivés dans les locaux de l’association Culture Pour Tous, située à proximité de l’emblématique Musée Confluences, nous avons rencontré Monsieur Raynouard, Directeur Politique de la Ville et Madame Clothilde Arranchon, Directrice de la Culture, tous deux à la Métropole du Grand Lyon. Ils nous ont présenté un superbe outil d’innovation transversale : la déclaration de coopération dont le but est de rapprocher le droit commun du droit spécifique en faveur d’une meilleure accessibilité des habitants des territoires prioritaire à la Culture. Le constat de départ est simple : peu d’habitants des Quartiers Politique de la Ville fréquentent les équipements culturels de la ville de Lyon.

Après un rappel historique de la construction du dispositif, très vite les questions fusent ! Les participants, tous des professionnels chevronnés du développement social urbain, s’emparent de la thématique : pourquoi ? comment ? Avec qui ? Quels freins ? Des échanges passionnés s’engagent alors entre tous. Les intervenants précisent que cet outil, mis en place dans les années 2010 n’a cessé de s’améliorer s’adaptant ainsi ainsi au contexte politique.



La déclaration de Coopération culturelle portée par la Métrople de Lyon, mise en place dans les années 2010, régulièrment mise à jour et toujours mobilisée !

Nous souhaitons mettre en avant la présentation de l’intervenante Alice Daquin, doctorante socio-anthropologie urbaine et politique à l’IHEID de Genève. Elle nous a présenté l’étude qu’elle a pu mener dans un quartier prioritaire marseillais pendant 10 mois où elle a suivi des femmes dans leurs différentes rencontres avec les institutions, interrogeant les modalités de concertation. Dans son développement, Madame Daquin s’est notamment attachée à distinguer les espaces “invités” où la puissance publique est présente dans les réunions par exemple, et les espaces “populaires” de la participation, qui émargent par le bas, à travers par exemple les locaux associatifs. Elle met également en avant le lien qu’ont ces femmes avec les agents de la politique de la ville, pour parler de leur quotidien. La doctorante recommande aux professionnels de s’attacher aux préoccupations profondes des habitants. Pour le public féminin, ce sont les enfants qui représentent une priorité. En conclusion, elle nous invite à prendre le temps d’observer, d’écouter, de considérer les personnes avec qui l’on veut entrer en contact et ce afin d’apprendre à les connaître et les estimer à leur juste valeur.

> **“Prendre le temps d’observer, d’écouter et de considérer les personnes”**

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 7

L’observation : faire vivre la DATA

L'observation a longtemps été la grande oubliée dans la démarche évaluative des contrats de ville. Sollicitée souvent en fin de parcours dans le cadre de l'évaluation finale elle, ne peut prendre la place qui devrait être la sienne.
Alors quelle serait cette place ?
L'observation c'est une démarche en trois temps : l’organisation de l'information disponible (déjà existante ou à structurer), la mise en débat de cette information avec la création d'indicateurs plus fins et l’aide à la décision.



Facilitation graphique de l’atelier / Réalisation Johanna Reyer

Pour y parvenir il est nécessaire que l'observation soit mise en œuvre dès le début de la démarche dans le cadre d'une évaluation concomitante et itérative, une forme d'échange en continu entre le pilotage et l'observation des réalités des territoires.

L'observation, par le croisement des données permet de mettre en évidence les spécificités des parcours des habitants des quartiers prioritaires au regard des personnes dans la même situation sociale dans les autres quartiers. Cela peut concerner le logement, l'emploi, l'accès à l'autonomie pour les jeunes, l'accès à la mobilité, l'orientation professionnelle, le déclassement... Par ces indicateurs, l'observation justifie, pour chacun des territoires, la nécessité d'une action différenciée afin de faire face à “l'effet quartier”.
L'observation c'est créer une nouvelle information en s'appuyant sur les bases de données disponibles. Celles possédées par les collectivités locales sont essentielles.

Dès lors, en analysant d'une part le taux d'usage des services publics et d'autre part les moyens financiers injectés par les collectivités locales, il devient possible d'analyser les flux financiers par territoire, notamment par quartier prioritaire. Cette démarche met en évidence que les habitants des quartiers sont non seulement peu utilisateurs des services publics locaux, à l'exception des services sociaux, mais aussi peu utilisateurs de deniers publics. Ainsi, dans nos politiques publiques locales, les habitants des quartiers coûtent moins cher pour les activités culturelles, sportives, pour le péri-scolaire, la restauration scolaire, la mobilité, ...

L'observation des territoires est aussi un outil de veille qui permet de mettre en évidence des évolutions inquiétantes. A titre d'exemple, l'analyse de l'évolution du taux d'activité féminin, met en évidence que la part des femmes de 25/54 ans en emploi ou en recherche d'emploi parmi l'ensemble des femmes de 25 à 54 ans diminue alors que partout en France la dynamique est inverse.

Au-delà du constat, l'analyse et la recherche des mécanismes à l'origine de cette situation est nécessaire pour que cette observation devienne opérationnelle.

Pour que l'observation soit aidante, tant dans la connaissance et la prise de conscience que dans la décision puis dans l'évaluation, elle doit s’adosser à une méthode d’analyse partagée et à l'apport de démarches qualitatives (entretiens, groupes de travail, journées d'études, enquêtes).

Il ne faut pas seulement parler de la Data mais il faut la faire vivre. De nouveaux outils existent comme Hublot/Hauban proposé par le Cabinet COMPAS afin que la démarche d'observation soit facilitée pour les pilotes des contrats de ville. L'idée est de simplifier au maximum l'organisation de l'information et la mise à disposition de la donnée, y compris celle du droit commun ou des enquêtes en direction des acteurs des quartiers et des habitants, en l'accompagnant d'une méthodologie facilitant le travail d'analyse et de restitution locale.

REPORTAGE 8

Un tiers lieu à prétexte : le NECC plus ultra !

Le gaming, l'e-sport, le streaming, le stand-up, ... comme outils éducatifs: c'est le défi improbable qu'a relevé le NECC (National E-Sport Club & Community) ! Dès l'entrée dans les lieux, nous sommes transportés dans l'univers de Mehdi Bensafi et Nordine Moussa, deux acteurs d'un quartier de Vaulx-en-Velin. Tous deux passionnés de jeux vidéos et formant un duo du choc. Nordine était l'animateur de Mehdi, qui a grandi dans ce quartier. Aujourd'hui, ils ont monté le projet du NECC dans le but d'utiliser le jeu vidéo comme "prétexte" pour faire de la prévention et rassembler les jeunes dans un lieu devenu un espace-ressource. Lieu inspiant d'innovation(s) sociale(s)



Les locaux de NECC à Vaulx en Velin

Après une heure quinze de trajet en transport en commun depuis le centre de Lyon, nous découvrons avec enthousiasme un espace improbable à faire palir nos enfants : dans l'entrée, derrière une manette sur le mur, le néon clignote. Mehdi, maître des lieux, nous accueille : "chez nous".

La salle principale, une cafétéria gaming, espace convivial, avec, derrière le comptoir, un accueil tenu par un groupe de jeunes. Plus loin, trois femmes s'entraînent au e-bowling pour leur future compétition, compétitrices titrées "Silver Geek". Et la, c'est le strike ! Nous découvrons ensuite la salle e-sport pro d'entraînement des joueurs en 2ème division sur le jeu appelé Valorant.

Une vraie équipe de e-sportifs professionnels. Plus loin, la streambox permettant d'encadrer les jeunes streamers en toute sécurité. Nous entrons alors dans un impressionnant espace loisirs où Christine anime un atelier FORTNITE avec des jeunes et des travailleurs sociaux avant l'atelier parents enfants. A l'étage, nous découvrons le NECC Lab permettant d'apprendre à réparer les équipements numériques.

Un jeune entrepreneur l'utilise également pour ses activités. Enfin, nous terminons notre visite dans un espace de réunion qui accueille également les enfants qui sont accompagnés par le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité et les ateliers d'insertion professionnelle. Nous reprenons notre souffle, des étoiles plein les yeux.

Les questions fusent. Mehdi et Nordine nous racontent l'épopée...

Zoom sur deux jours de conférences inspirantes

Sur ces deux journées, nous retenons l'impérieuse nécessité d'impliquer les habitants à la vie de leur territoire. Leur expertise du quotidien doit être valorisée, captée et entendue.

A Roubaix, le collectif Rosa Bonheur a offert un angle sur les formidables ressources des habitants. La chercheuse Alice Daquin, un retour sur ses échanges avec les femmes de la Castellane à Marseille.

Mais ce qui a transpiré de ces deux jours, c'est l'impérieuse nécessité de ne pas reléguer la parole de chacun à quantité négligeable mais bien de construire, de co-construire la politique publique territorialisée. Comment passer la porte d'un équipement aussi inspirant que le NECC, lieu de partage intergénérationnel, innovant, résolument moteur d'une vision intégrée, connaissant les enjeux à relever pour la population et entendre que cette structure pourrait disparaitre faute de financements pérennes et d'un modèle économique solide.

La place, le positionnement des représentants des institutions est probablement à réinterroger vers une posture "facilitante" et "accepter le pas de côté" souvent accélérateur d'innovations.

Dans un contexte politique "mouvementé" au niveau national, le modèle de l'association Loi 1901 offre une souplesse considérable dans la captation et le déploiement de ces ressources, là où nos organisations sont souvent plus "rigides". Néanmoins, l'engagement militant a ses limites : l'argent ! Nos modèles types "appels à projet" sont peut-être insuffisants. Nous devons aujourd'hui réfléchir à des modèles complémentaires : budget participatif, Convention Pluriannuelle d'Objectifs, Prêt investissement à taux zéro, etc. afin de satisfaire la diversité des projets et relever les nouveaux défis de la politique de la ville.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE 9

Découvrons ensemble l'ALTM !

Association de médiation sociale créée en 2003 à Lyon à la suite d'un diagnostic de quartier, il s'agit de la 1ère structure de l'Economie Sociale et Solidaire certifiée AFNOR en 2019.
Son principe clé est : "aller vers et faire avec". L'association est organisée autour de 3 pôles de médiation sociale : milieu scolaire, territoire-habitat et chantiers-établissements. La médiation sociale est un processus de réparation du lien social grâce à un tiers neutre et indépendant dans le cadre de conflits du quotidien. Elle diffère des métiers d'éducateurs spécialisés. Ce métier, en cours de certification, repose sur une déontologie forte (libre consentement, discrétion, protection des droits, indépendance, autonomie des personnes).

Les relations fortes avec tous les acteurs de la prévention est obligatoire. Il est important de quantifier et qualifier les actions pour les financeurs et partenaires. En amont, les médiateurs en binome vont jusqu'à faire du porte à porte pour identifier des situations de grande précarité. Après 21 heures, l'intervention est plus complexe, pourtant, sur d'autres territoires, la présence des médiateurs est essentielle. Le médiateur est un maillon essentiel de la communication aux habitants. Il existe d'importantes difficultés de recrutement, du turn-over, cela reste des postes financièrement peu attractifs pour lesquels la moyenne d'âge est de 38 ans.



L'atelier s'est tenu dans les locaux de l'ALTM à LYON

Réflexion de professionnels

"La Paix est fébrile"

Dans le monde, dans nos villes, dans nos quartiers. L'histoire nous montre qu'il en faut peu pour basculer. Bien que nous pensions avoir gagné cette liberté, acquis une tranquillité, obtenu des droits sociaux, des garanties sur l'égalité, tout semble chancelant. "La Paix est fébrile". Dans nos têtes, dans nos rues, dans nos urnes. L'actualité nous le rappelle. La fissure est toujours présente dans nos sociétés. Déclamer les grands principes d'égalité ne suffit pas à masquer les dysfonctionnements qui subsistent. Cette réalité que l'on ne regarde pas ou que l'on ne nomme pas, ces personnes qui ont le sentiment d'appartenir à cette société, mais à un rang différent. "La paix est subtile". Dans nos postures, dans nos pratiques, dans nos valeurs. Elle nécessite un travail de tous les jours, une posture d'aller-vers, de l'empathie et de l'ouverture, particulièrement dans les quartiers populaires.

IR DSU Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain

Les outils de l'IR-DSU

Le carnet-métier : un compagnon indispensable

Ce guide regroupe des outils au service des équipes en charge de la Politique de la ville, et plus largement des professionnel-le-s du développement territorial.



Coop ou pas coop : la coopération un enjeu d'équipe

Le jeu Coop ou pas Coop est un objet à s'approprier, un super outil pour mettre la question de la coopération effective et de la cohésion en débat au sein d'un collectif (interne, inter- partenaires)



Publicité

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales